

REUNION DEBAT

mardi 20 mars, 20 h 30

Espace Mandela, 87 boulevard du Général Leclerc, Argenteuil

**Rémy Herrera, économiste, chercheur au CNRS (Centre d'économie de la Sorbonne)
Olivier Ruben du PCRF et Liliane Fraysse du POI introduiront le débat:**
« Euros, dette, traités MES et TSCG, quels combats ? »

Depuis les traités de Maastricht et de Lisbonne, les peuples de l'Europe ont fait la dure expérience des politiques européennes libérales :

- Application du principe « de la concurrence libre et non faussée » qui oblige à tout privatiser
- Obligation d'application des décisions européennes: nos députés passent leur temps à transcrire les directives de Bruxelles: on vote en France mais les décisions sont prises ailleurs.

Dans la plus grande discrétion, les chefs d'État européens viennent d'adopter le **MES** « mécanisme européen de stabilité » dicté par Merkel et Sarkozy. Ce traité est le premier acte de la ratification d'un second traité **TSCG** « Traité sur la stabilité, la convergence et la gouvernance dans l'Union économique et budgétaire ». Ce traité, signé le 2 mars, instaure la fameuse règle d'or interdisant les déficits... Il devrait être ratifié par les pays européens avant l'été.

Son contenu est explicite:

- **le déficit autorisé passerait de 3% à 0,5%, soit 80 milliards de coupes budgétaires et d'impôts nouveaux**
- **Obligation de réduire la dette de l'État de 5% par an, soit 20% du budget annuel de l'État**
- **En cas de dépassement « un mécanisme correctif immédiat », plus besoin de parlement, plus aucune souveraineté nationale !**
- **« Des programmes de réformes structurelles obligatoires » sous la surveillance de la commission européenne, c'est la méthode employée par le FMI pour piller les pays du Tiers monde.**

L'Euro est l'instrument de la dictature de la « troïka » (Union européenne, Banque centrale et Fonds monétaire international): hausse des prix, blocage des salaires, des pensions des minimas sociaux, déremboursements médicaux, baisse des indemnités de chômage: déjà des millions de citoyens ne peuvent plus se loger, plus se soigner, plus se chauffer.

C'est aussi la destruction systématique des services publics, la liquidation du code du travail, la casse des industries et de l'agriculture, le déclassement et le désespoir des ouvriers et des paysans...

Ces deux traités généraliseraient à toute l'Europe les plans de misère et de remise en cause de tous les droits ouvriers. S'ils s'appliquaient, le gouvernement issu des élections, quel qu'il soit, serait contraint de supprimer 80 milliards de dépenses, c'est-à-dire appliquer à notre pays les mesures imposées en Grèce, en Espagne et au Portugal !

C'est la question qui devrait dominer les élections, discutons en pour informer et organiser la résistance !